



Notice explicative des documents permettant le transfert de droits à paiement unique (DPU) après le 15 mai 2013



Pour la campagne 2014, 12 modèles de clauses et formulaires, adaptés à toutes les situations, vous sont proposés afin de vous permettre de transférer vos DPU. Ces modèles vous permettent d'indiquer les caractéristiques essentielles des DPU à transférer, en particulier leur valeur unitaire. Celle-ci doit être indiquée soit sur la base de la valeur des droits figurant dans le portefeuille final 2012 du cédant, soit sur la base de la valeur des droits figurant dans le portefeuille initial 2014 du cédant. La valeur des DPU transférés sera celle mentionnée dans le portefeuille initial 2014 du cédant des droits. Ils vous permettent de notifier à l'administration les transferts de DPU intervenus entre le 16 mai 2013 et le 15 mai 2014.

- Si vous souhaitez **céder définitivement des DPU avec des terres** : vous devez utiliser le modèle 1.
- Si vous souhaitez **céder définitivement des DPU sans accompagnement d'un transfert de terres** : vous devez utiliser le modèle 2 ou le modèle 3 si le transfert est réalisé à destination du nouvel exploitant des terres suite à une fin de bail, une fin de mise à disposition ou une vente à un investisseur non agriculteur ou le modèle 3bis si le transfert est réalisé à destination du nouvel utilisateur des terres lors d'un changement dans l'utilisation des surfaces en estives collectives.
- Si vous souhaitez **louer conjointement des DPU et des terres** : vous devez utiliser le modèle 4.
- Si vous souhaitez **mettre à disposition conjointement des DPU et des terres** : vous devez utiliser le modèle 5.

- Si vous souhaitez **transférer les DPU à la nouvelle entité lors d'un changement de statut ou de dénomination juridique** : vous devez utiliser le modèle 6.
- Si vous souhaitez **notifier la fin d'un bail ou la fin d'une mise à disposition de DPU** : vous devez utiliser le modèle 7.
- Si vous souhaitez **notifier l'héritage d'une exploitation et de ses DPU** : vous devez utiliser le modèle 8.
- Si vous souhaitez **notifier la donation de tout ou partie d'une exploitation et de ses DPU** : vous devez utiliser le modèle 9.
- Si vous souhaitez **louer des DPU en accompagnement d'une mise à disposition de foncier auprès de la Safer** : vous devez utiliser le modèle 10.
- Si vous souhaitez **renoncer à des DPU** : vous devez utiliser le modèle 11.

Attention. Les DPU peuvent être transférés à tout moment de l'année. Toutefois, ces documents doivent être signés et être parvenus à la DDT(M) avec l'ensemble des pièces justificatives au plus tard le 15 mai 2014 pour être pris en compte dans les paiements 2014.

Les clauses déposées à la DDT(M) après le 15 mai 2014 ne seront pas prises en compte, ni pour la campagne 2014, ni pour les campagnes suivantes. En effet, au titre de la réforme de la PAC, un nouveau régime de paiement de base sera mis en œuvre à partir de 2015.

Qu'est-ce qu'une terre agricole ?

Les terres agricoles sont les terres potentiellement admissibles au bénéfice de l'aide découplée. Il s'agit des terres arables, des pâturages permanents et des cultures permanentes, à l'exclusion des superficies occupées par des forêts ou affectées à une activité non agricole.

Depuis la campagne 2010, les vergers, les pépinières et l'ensemble des fruits et légumes sont admissibles à l'activation des DPU. Les notions de terre agricole et de surface admissible recouvrent donc désormais les mêmes cultures.

Pour qu'un DPU donne lieu à un paiement, il est nécessaire :

→ d'entretenir dans de bonnes conditions agricoles et environnementales un hectare portant un couvert admissible toute l'année,

→ et de détenir le DPU et l'hectare admissible le 15 mai 2014.

Tous les DPU sont localisés à l'échelle départementale

Un transfert de DPU (qu'il soit définitif ou temporaire) est considéré comme accompagnant un transfert de foncier seulement si les DPU transférés sont localisés dans le même département que celui où se trouvent les terres.

Certains DPU sont localisés dans plusieurs départements. Dans ce cas, le transfert de DPU est considéré comme accompagnant un transfert de foncier si l'un des départements de localisation de ces DPU est identique à celui où se trouvent les terres transférées. Les DPU conserveront définitivement comme seule localisation celle du département des terres transférées.

Les DPU transférés sont les DPU notifiés dans le portefeuille initial 2014

Les DPU transférés sont ceux établis par la DDT(M), tels qu'ils figurent dans le portefeuille initial 2014. Ce portefeuille sera, dans le cas général, notifié en avril 2014.

Si vous ne disposez pas du portefeuille initial 2014 lors de la signature de la clause, vous devez indiquer la valeur des droits telle que notifiée dans le portefeuille final 2012 du cédant. Dans tous les cas, la valeur des DPU transférés sera celle figurant dans le portefeuille initial 2014 du cédant des droits.

Attention. Les DPU non activés pendant chacune des années 2012 et 2013 sont remontés en réserve et ne sont plus disponibles dans les portefeuilles de DPU. Ils ne peuvent donc plus être transférés.

Les transferts de DPU font l'objet d'un prélèvement

Les transferts de DPU sont soumis à des prélèvements appliqués sur la valeur unitaire des DPU. Cela signifie que la valeur unitaire de chaque DPU transféré sera diminuée définitivement du montant du prélèvement, établi selon le type de transfert. Les montants ainsi prélevés permettent d'alimenter la réserve de droits, qui est utilisée pour des attributions de DPU dans le cadre de programmes spécifiques définis chaque campagne.

Les taux de prélèvement varient notamment selon le type de transfert (avec ou sans foncier) et la qualité de l'acquéreur (nouvel installé par exemple) :

→ les transferts de DPU en accompagnement d'un transfert de terres font l'objet d'un prélèvement de 3% ou de 10%. Les transferts de DPU qui ne s'accompagnent pas d'un transfert de terres entre les deux exploitants font l'objet d'un prélèvement de 30% ;

→ certains acquéreurs sont exonérés de prélèvements en fonction de leur situation. C'est le cas des nouveaux exploitants et, dans certaines situations, des nouveaux installés.

Qu'est-ce qu'un nouvel exploitant ?

Il s'agit de toute personne (individu ou société) qui démarre une activité agricole alors qu'elle n'a pas exercé d'activité agricole en son nom propre et n'a pas eu le contrôle d'une société exerçant une activité agricole, dans les 5 ans qui précèdent son installation.

Qu'est-ce qu'un nouvel installé ?

À la définition précédente s'ajoute la nécessité d'être de nationalité française¹, de justifier à la date de l'installation d'une capacité professionnelle agricole et de présenter un projet d'installation viable au terme de la cinquième année suivant l'installation. Un nouvel installé est considéré comme tel pendant les 5 années suivant son installation.

Tout nouvel installé est aussi un nouvel exploitant : il bénéficie, au moment de son installation, des exonérations du nouvel exploitant. Mais en plus, il bénéficie d'exonérations complémentaires pendant les cinq années qui suivent son installation.

Remarque : lorsqu'un agriculteur, répondant à la définition du nouvel exploitant ou du nouvel installé, s'installe dans une société, celle-ci n'est pas considérée comme un nouvel exploitant ou un nouvel installé à moins que tous les associés (associés dans un GAEC, associés-exploitants dans une EARL, associés gérants dans les autres formes sociétaires) le soient.

1 - Ou ressortissant d'un autre pays membre de l'Union européenne ou, pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français.

Les transferts temporaires de DPU (location, mise à disposition) ainsi que ceux effectués dans le cadre d'un héritage, d'une donation ou d'un changement de statut ou de dénomination juridique ne sont pas soumis à prélèvement.

12 modèles de documents sont fournis

Pour que les clauses et les formulaires soient valables, il est nécessaire que :

→ les parties soient clairement identifiées sur toutes les pages du formulaire, notamment par leur numéro Pacage ;

→ les signatures de toutes les parties soient présentes sur toutes les pages du formulaire ;

→ les DPU transférés soient précisément identifiés ; toutes les informations nécessaires pour renseigner le tableau d'identification sont à recopier à partir de la lettre de notification reçue par le cédant, par le donateur ou par l'exploitation transmise en héritage ;

→ les pièces justificatives soient jointes (ces pièces sont visées dans la deuxième page du formulaire).

Modèle 1

Cession définitive de DPU en accompagnement d'une cession définitive de foncier

Vous souhaitez céder ou acquérir définitivement des DPU en accompagnement d'une cession ou d'une acquisition définitive de foncier (vente de terres agricoles) : vous devez précisément fixer les termes de ce transfert de DPU dans une clause de votre contrat de vente de foncier.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans cette clause les éléments spécifiques suivants :

- le nombre d'associés-exploitants dans le cas où l'acquéreur est un GAEC ou une EARL ;
- le nombre d'hectares de terres agricoles transférés ainsi que leur localisation (département) ;
- le nombre d'hectares de la SAU de l'exploitation de l'acquéreur avant l'acquisition définitive du foncier objet du contrat de vente. Il s'agit de la SAU de l'exploitation sans tenir compte des hectares acquis accompagnant le transfert de DPU. Dans le cas où les surfaces et les DPU acquis à l'aide de cette clause seront mis à disposition d'une société dont l'acquéreur est associé, il est nécessaire d'indiquer la SAU de la société avant l'acquisition foncière et dans le cas où cette société est un GAEC ou une EARL, le nombre de ses associés-exploitants ;
- la date de signature et la date d'effet du contrat de vente des terres ; cette dernière deviendra la date effective du transfert des DPU. Une particularité toutefois : si le transfert de DPU accompagne a posteriori un transfert de foncier qui a eu lieu avant le 15 mai 2013, alors la date de transfert retenue pour les DPU sera automatiquement le 16 mai 2013. Les DPU ne pourront donner lieu à paiement pour leur acquéreur qu'à compter de 2014.

Attention ! Quand vous remplissez ce modèle de clause, le nombre de DPU cédés ne peut pas être supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles cédées mentionné dans votre contrat de vente.

Exemple : si vous cédez 110 DPU et 100 hectares de terres agricoles, alors il y a 10 DPU qui sont cédés « sans foncier » et qui, de ce fait, ne font pas l'objet du même taux de prélèvement que les 100 autres. Vous devez dans ce cas remplir pour les 10 DPU une clause différente, selon le modèle 2 (reportez-vous aux explications ci-après).

Dans le cas général, le prélèvement définitif sur la valeur unitaire de chacun des DPU transférés est de 3%.

Ce prélèvement est porté à 10%, si l'acquisition foncière conduit l'exploitation de l'acquéreur (ou de la société auprès de laquelle celui-ci va les mettre à disposition) à dépasser le seuil d'agrandissement fixé en hectares au niveau départemental. Dans ce cas, les DPU correspondant aux hectares acquis en dessous du seuil, classés par ordre décroissant de valeur, restent prélevés à 3%. Les autres DPU sont prélevés à 10%. Dans le cas où l'acquéreur ou l'utilisateur final des DPU est un GAEC ou une EARL, le seuil d'agrandissement est multiplié par le nombre d'associés-exploitants.

Exemple : une exploitation de 60 ha acquiert en même temps 40 hectares de terres agricoles et 28 DPU. Le seuil départemental d'agrandissement est de 75 hectares. Les (75-60=) 15 DPU acquis ayant les valeurs unitaires les plus élevées sont prélevés à 3%. Les (28-15=) 13 autres DPU sont prélevés à 10%.

À noter : le nombre des DPU déjà détenus par l'acquéreur n'intervient pas dans le calcul du prélèvement.

Toutefois, il y a des dérogations à ce régime général :

- si l'acquéreur reprend l'intégralité de l'exploitation du cédant² : le prélèvement est toujours de 3% même si le seuil d'agrandissement est franchi ;
- si l'acquéreur est un nouvel exploitant : il n'y a jamais de prélèvement pour les acquisitions de DPU réalisées au moment de l'installation ;
- si l'acquéreur est un nouvel installé : pendant les cinq années qui suivent l'installation, le prélèvement est nul en dessous du seuil d'agrandissement ; il est de 10% au dessus de ce seuil ;
- si l'acquéreur est le conjoint du cédant ou a avec lui un lien de parenté jusqu'au second degré inclus (le cédant est par exemple son père, sa sœur, son grand-père...) : le prélèvement est nul en dessous du seuil d'agrandissement ; il est de 10% au dessus de ce seuil.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- copie de l'acte de vente des terres ou attestation notariée précisant l'identité des parties et les références cadastrales des parcelles cédées ;
- et, selon les cas :
 - le cas échéant, pièce attestant du lien de parenté entre le cédant et l'acquéreur (copie du livret de famille, certificat de PACS, certificat officiel de concubinage...);
 - si les DPU sont destinés à être mis à disposition d'un GAEC ou d'une EARL : Kbis ou statut de la société attestant du nombre d'associés-exploitants.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

2 - À l'exception, le cas échéant, d'une ou plusieurs parcelles de subsistance. Par ailleurs, la SAU de l'exploitation cédée ne doit pas avoir été réduite de plus de 15 % au cours des trois campagnes PAC précédentes.

Modèle 2

Contrat de cession définitive de DPU sans accompagnement d'un transfert définitif de foncier

Vous souhaitez céder ou acquérir définitivement des DPU sans que ce transfert s'accompagne d'une cession ou d'une acquisition de foncier : vous devez précisément fixer les termes de ce transfert de DPU dans un contrat de cession définitive de DPU. Comme aucun transfert de foncier n'accompagne ce transfert de DPU, la cession de DPU doit faire l'objet d'un contrat spécifique.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce contrat la date de signature du contrat de cession des DPU, qui deviendra la date effective du transfert des DPU, sauf mention contraire des parties.

Le prélèvement définitif sur la valeur unitaire de chacun des DPU transférés est de 30%.

Toutefois, le transfert peut être soumis à un prélèvement inférieur si l'acquéreur se trouve dans l'une des situations suivantes :

- Si l'acquéreur est un nouvel exploitant : dans ce cas, le prélèvement est nul pour les acquisitions de DPU réalisées au moment de l'installation ;

→ Si l'acquéreur a repris l'intégralité de l'exploitation du cédant³ : le prélèvement est de 3%, même si le seuil d'agrandissement est franchi ; si l'acquéreur est un nouvel installé, le prélèvement est alors nul ; de même, si l'acquéreur est le conjoint du cédant ou a un lien de parenté jusqu'au second degré inclus, le prélèvement est également nul.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

Le cas échéant, pièce attestant du lien de parenté entre le cédant et l'acquéreur (copie du livret de famille, certificat de PACS, certificat officiel de concubinage...).

3 - À l'exception, le cas échéant, d'une ou plusieurs parcelles de subsistance. Par ailleurs, la SAU de l'exploitation cédée ne doit pas avoir été réduite de plus de 15% au cours des trois campagnes PAC précédentes.

Modèle 3

Contrat de cession définitive de DPU à destination du nouvel exploitant des terres lors d'une fin de bail, d'une fin de mise à disposition ou d'une vente à un investisseur non agriculteur

Vous souhaitez céder ou acquérir définitivement des DPU suite à une fin de bail, une fin de mise à disposition ou une vente à un investisseur non agriculteur et l'acquéreur des DPU est le nouvel exploitant des terres. Il s'agit alors d'un transfert sans foncier.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans cette clause les éléments spécifiques suivants :

- le nombre d'associés-exploitants dans le cas où l'acquéreur est un GAEC ou une EARL ;
- le nombre d'hectares de terres agricoles reprises qui étaient précédemment exploitées par le cédant ainsi que leur localisation (département) ;
- le nombre d'hectares de la SAU de l'exploitation de l'acquéreur avant la reprise du foncier qui était précédemment exploité par le cédant. Il s'agit de la SAU de l'exploitation sans tenir compte des hectares repris accompagnant le transfert de DPU. Dans le cas où les surfaces et les DPU acquis à l'aide de cette clause seront mis à disposition d'une société dont l'acquéreur est associé, il est nécessaire d'indiquer la SAU de la société avant l'acquisition foncière et dans le cas où cette société est un GAEC ou une EARL, le nombre de ses associés-exploitants ;
- la date de signature et la date d'effet de la reprise des terres qui étaient précédemment exploitées par le cédant ; cette dernière deviendra la date effective du transfert des DPU. Une particularité toutefois : si le transfert de DPU accompagne a posteriori une reprise de foncier qui a eu lieu avant le 15 mai 2013, alors la date de transfert retenue pour les DPU sera automatiquement le 16 mai 2013. Les DPU ne pourront donner lieu à paiement pour leur acquéreur qu'à compter de 2014.

Attention ! Quand vous remplissez ce modèle de clause, le nombre de DPU cédés ne peut pas être supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles reprises et précédemment exploitées par le cédant.

Exemple : si 110 DPU et 100 hectares de terres agricoles sont cédés, alors il y a 10 DPU qui ne peuvent pas faire l'objet de ce modèle de clause. Vous devez dans ce cas remplir pour les 10 DPU une clause différente, selon le modèle 2.

Pour un nombre de DPU au plus égal au nombre d'hectares de terres agricoles ainsi repris, le taux de prélèvement de 30% ne s'applique pas. Lorsque les DPU « rejoignent le foncier », le transfert de DPU sans foncier est assimilé à un transfert « avec foncier » en ce qui concerne le taux de prélèvement appliqué.

Ainsi :

- si cette reprise ne fait pas dépasser à l'acquéreur le seuil d'agrandissement fixé au niveau départemental : le prélèvement est alors de 3% ou de 0% si l'acquéreur est un nouvel installé (pendant les cinq années qui suivent son installation), le conjoint du cédant, ou a avec lui un lien de parenté jusqu'au second degré inclus ;
- si cette reprise fait dépasser à l'acquéreur le seuil d'agrandissement fixé au niveau départemental : le prélèvement est alors de 10%. Les DPU correspondant aux hectares repris en dessous du seuil, classés par ordre décroissant de valeur, restent prélevés à 3% (ou 0% pour les nouveaux installés, le conjoint ou les parents du cédant). Les autres DPU sont prélevés à 10%.

Par ailleurs, dans certains cas particuliers, les taux de prélèvement sont moindres :

- l'acquéreur est un nouvel exploitant : dans ce cas, le prélèvement est nul pour les acquisitions de DPU réalisées au moment de l'installation ;
- l'acquéreur a repris l'intégralité de l'exploitation du cédant⁴ : le prélèvement est toujours de 3% même si le seuil d'agrandissement est franchi.

À noter : dans le cas où l'acquéreur ou l'utilisateur final des DPU (si les DPU sont mis à disposition) est un GAEC ou une EARL, le seuil d'agrandissement est multiplié par le nombre d'associés-exploitants.

Attention ! La cession définitive de DPU associée à une location ou à une mise à disposition de terres est assimilée à un transfert de DPU sans terre. Dans ce cas, même si les « DPU rejoignent le foncier », le taux de prélèvement appliqué reste de 30%. Vous devez alors utiliser un modèle 2.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- relevé MSA du cédant et de l'Acquéreur mettant en évidence les parcelles précédemment exploitées par le Cédant et désormais exploitées par l'Acquéreur ;
- bail échu ou convention échue de mise à disposition du foncier conclu au bénéfice du Cédant, et nouveau bail ou nouvelle mise à disposition de foncier conclu au bénéfice de l'Acquéreur ;
- le cas échéant, pièce attestant du lien de parenté entre le cédant et l'acquéreur (copie du livret de famille, certificat de PACS, certificat officiel de concubinage...) ;
- si les DPU sont destinés à être mis à disposition d'un GAEC ou d'une EARL : Kbis ou statut de la société attestant du nombre d'associés-exploitants.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

4 - À l'exception, le cas échéant, d'une ou plusieurs parcelles de subsistance. Par ailleurs, la SAU de l'exploitation cédée ne doit pas avoir été réduite de plus de 15% au cours des trois campagnes PAC précédentes.

Modèle 3 bis

Contrat de cession définitive des DPU à destination du nouvel exploitant des terres lors d'un changement dans l'utilisation des surfaces en estives collectives

Vous serez utilisateur en 2014 de surfaces en pâtures déclarées par une entité collective et vous souhaitez acquérir des DPU auprès d'un autre agriculteur qui était utilisateur de cette même estive collective en 2013, en prévision d'un changement de vos niveaux respectifs d'utilisation de ces surfaces en pâtures collectifs.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce contrat la date de signature du contrat de cession des DPU, qui deviendra la date effective du transfert des DPU.

Attention ! Quand vous remplissez ce modèle de clause, le nombre de DPU acquis ne doit pas être supérieur à la différence entre le nombre d'hectares qui sera rapatrié à l'acquéreur au titre de son utilisation de l'estive en 2014 et celui qui lui a été rapatrié au titre de son utilisation en 2013.

NB : La surface de pâtures collectifs rapatriée à chaque utilisateur est calculée sur la base du nombre d'animaux montés en estives et de leur temps de présence. Pour l'année 2014, ce calcul sera fait par votre DDT(M) à partir de la déclaration du gestionnaire de l'entité collective faite en fin d'année. S'il s'avère que le nombre de DPU transférés est trop élevé, il vous sera demandé d'établir une clause 2 pour les DPU qui ne peuvent pas faire l'objet d'une clause 3bis.

Exemple : En 2013, 25 ha vous ont été rapatriés au titre de votre utilisation de pâtures collectifs gérés par une entité collective. Vous souhaitez acquérir 15 DPU à un autre utilisateur de l'estive. À partir de la fin d'année 2014, il est établi que 35 ha vous sont rapatriés au titre de votre utilisation de l'estive pendant l'année 2014. Cela signifie que 10 DPU (correspondant à l'augmentation de la surface rapatriée entre 2014 et 2013) peuvent faire l'objet d'une clause 3bis. Vous devrez dans ce cas établir avec le cédant une clause 2 pour les 5 DPU restants.

Pour un nombre de DPU au plus égal à la différence entre le nombre d'hectares qui a été rapatrié à l'acquéreur au titre de son utilisation de l'estive en 2014 et celui qui lui a été rapatrié au titre de son utilisation en 2013, le transfert est assimilé à un transfert « avec foncier » en ce qui concerne le taux de prélèvement appliqué.

Le prélèvement est de 3% pour tous les DPU transférés par clause 3 bis. Il est de 0% dans les cas particuliers suivants :

- si l'acquéreur est un nouvel installé (pendant les 5 années qui suivent son installation)
- si l'acquéreur est le conjoint du cédant, ou a avec lui un lien de parenté jusqu'au second degré inclus ;
- si l'acquéreur est un nouvel exploitant et que l'acquisition de DPU est réalisée au moment de l'installation.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

Le cas échéant, pièce attestant du lien de parenté entre le cédant et l'acquéreur (copie du livret de famille, certificat de PACS, certificat officiel de concubinage...).

Modèle 4

Bail de DPU en accompagnement d'un bail de foncier

Vous souhaitez louer des DPU en accompagnement d'un bail de foncier : vous devez précisément fixer les termes de ce transfert de DPU dans une clause de votre contrat de bail.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans cette clause les éléments spécifiques suivants :

- le nombre d'hectares de terres agricoles données à bail ainsi que leur localisation (département) ;
- la date de signature et la date d'effet du contrat de bail, qui deviendra la date effective du transfert des DPU. Une exception toutefois : si la location de DPU accompagne a posteriori un bail de foncier qui a pris effet avant le 15 mai 2013, alors la date de transfert retenue pour les DPU sera le 16 mai 2013 ; dans ce cas, les DPU ne pourront donner lieu à paiement pour leur locataire qu'à compter de 2014.

Attention ! Le nombre de DPU donnés en location ne peut être supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles donnés à bail mentionné dans votre contrat de bail. Par ailleurs, la location des DPU et des terres doit se faire pour une durée identique.

Aucun prélèvement n'est opéré lors de ce type de transfert car les prélèvements ne s'appliquent que sur les transferts définitifs.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- copie du bail rural ou attestation notariée précisant l'identité des parties, les références cadastrales des parcelles louées, la date d'effet et la durée du bail ;
- en cas de bail verbal, attestation co-signée par le propriétaire du foncier et le fermier précisant l'identité des parties, les références cadastrales des parcelles louées, la date d'effet et la durée du bail.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 5

Convention de mise à disposition de DPU en accompagnement d'une mise à disposition de foncier

Vous souhaitez mettre à disposition des DPU en accompagnement d'une mise à disposition de foncier : vous devez précisément fixer les termes de ce transfert de DPU dans la convention de mise à disposition.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans cette clause les éléments spécifiques suivants :

- le nombre d'hectares de terres agricoles mises à disposition ainsi que leur localisation (département) ;
- la date de signature et la date d'effet de la convention de mise à disposition, qui deviendra la date effective du transfert des DPU. Une exception toutefois : si la mise à disposition de DPU accompagne a posteriori une mise à disposition de foncier qui a pris effet avant le 15 mai 2013, alors la date de transfert retenue pour les DPU sera le 16 mai 2013 ; dans ces cas, les DPU ne pourront donner lieu à paiement pour la société qu'à compter de 2014.

Attention ! Le nombre de DPU mis à disposition ne peut être supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles mis à disposition dans la convention. Par ailleurs, la mise à disposition des DPU et des terres doit se faire pour une durée identique.

Aucun prélèvement n'est opéré lors de ce type de transfert car les prélèvements ne s'appliquent que sur les transferts définitifs.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- copie de la partie de la convention de mise à disposition des terres précisant l'identité des parties, les références cadastrales des parcelles mises à disposition.

ATTENTION : cette pièce doit obligatoirement être jointe au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 6

Formulaire de demande de prise en compte d'un changement de statut ou de dénomination juridique d'une exploitation

Votre exploitation a changé de statut ou de dénomination juridique et vous souhaitez transférer vos DPU à la nouvelle exploitation (dite « exploitation résultante ») : vous devez indiquer l'identité de cette nouvelle exploitation. Il peut y avoir changement de forme juridique dans les cas suivants :

- transformation d'une exploitation individuelle en société ;
- transformation d'une société en exploitation individuelle ;
- simple changement de dénomination juridique d'une société.

Attention ! Ces changements doivent avoir été effectués à périmètre constant.

Le changement de statut ou de dénomination juridique ne peut être pris en compte que si l'agriculteur qui assure le contrôle de la nouvelle exploitation était le chef d'exploitation de l'exploitation d'origine ou un des associés dans le cas d'un GAEC, ou un associé-exploitant dans le cas d'une EARL, ou un associé gérant dans le cas d'une autre forme sociétaire. De plus, la SAU ne doit pas avoir évolué de plus de 5% entre le début et la fin de la campagne concernée.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce formulaire la date du changement de statut ou de dénomination juridique qui deviendra la date effective du transfert des DPU.

La prise en compte du changement de statut ou de dénomination juridique entraîne le transfert de l'intégralité des DPU détenus en propriété par l'exploitation initiale (tels qu'ils figurent sur sa notification définitive) vers l'exploitation résultante.

Aucun prélèvement n'est opéré lors de ce type de transfert.

Attention ! Les DPU pris en location par l'exploitation initiale ou mis à disposition auprès de l'exploitation initiale ne peuvent être transférés à l'aide de ce formulaire. Pour transférer ces DPU, il est nécessaire soit de modifier la clause de location des DPU et du foncier, soit d'effectuer une mise à disposition de ces DPU auprès de l'exploitation résultante en accompagnement de la mise à disposition du foncier.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- pièces attestant du changement de statut ou de dénomination juridique de l'exploitation (par exemple, le Kbis).

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

NB : Le passage en EIRL n'est pas considéré comme un changement de statut juridique. Il n'y a donc pas lieu d'établir de clauses de transfert de DPU.

Modèle 7

Formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition de DPU

Vous souhaitez mettre fin au bail ou à la mise à disposition de DPU suite à la fin de bail ou à la fin de mise à disposition du foncier correspondant afin de récupérer les DPU. Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce formulaire la date de la fin de bail ou de la fin de mise à disposition des DPU.

Cette déclaration de fin de bail ou de fin de mise à disposition des DPU est nécessaire (en particulier, lors de la fin de bail des terres) afin qu'à cette date, les DPU soient transférés du preneur ou de la société vers le bailleur ou l'associé.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- copie de la dénonciation ou de la non-reconduction du contrat de bail des DPU ou de la convention de mise à disposition des DPU à laquelle il est mis fin.

ATTENTION : cette pièce doit obligatoirement être jointe au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 8

Formulaire de demande de prise en compte d'un héritage d'exploitation

Vous avez hérité de tout ou partie d'une exploitation et vous souhaitez que les DPU correspondants vous soient attribués : vous devez indiquer l'identité du ou des héritiers, qui peut éventuellement être une indivision, ainsi que les modalités de répartition des DPU.

L'héritage ne peut être pris en compte que si les héritiers reprennent des terres en propriété ou nue-propriété et/ou demandent la continuation du bail à leur profit.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce formulaire les éléments spécifiques suivants :

- la date du décès et la date de l'acte réglant la succession de l'exploitant décédé, cette dernière devenant la date effective de l'attribution des DPU aux héritiers ;
- le mode de répartition des DPU retenu :
 - soit une répartition au prorata global des surfaces transmises : dans ce cas, chaque héritier se voit affecter une part de chaque DPU du défunt, cette part étant égale à la part globale des surfaces qui lui reviennent,
 - soit une répartition au détail précisée dans l'annexe jointe au formulaire : dans ce cas, une annexe doit être remplie par chacun des héritiers et chaque annexe doit être signée par l'ensemble des héritiers.

Aucun prélèvement n'est opéré dans ce type de situation.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- **attestation notariée précisant la liste des héritiers** telle qu'elle figure sur la déclaration de succession ;
- **et, selon les cas :**
 - en cas d'héritage de terres en propriété ou en nue-propriété :
 - attestation notariée précisant les surfaces attribuées aux héritiers en cas de partage successoral ;
 - copie du jugement en cas de partage judiciaire ;
 - en cas de continuation du bail au profit des héritiers :
 - attestation du propriétaire du foncier ou toute pièce justifiant de la continuation du bail ;
 - copie du jugement du tribunal paritaire des baux ruraux en cas d'attribution judiciaire du bail.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 9

Formulaire de demande de prise en compte d'une donation d'exploitation

Vous effectuez une donation de tout ou partie de votre exploitation ou vous bénéficiez d'une donation de tout ou partie d'une exploitation. Afin que les DPU soient attribués aux bénéficiaires de la donation, vous devez indiquer l'identité du ou des bénéficiaires ainsi que les modalités de répartition des DPU.

La donation ne peut être prise en compte que si les bénéficiaires reprennent des terres en propriété ou nue-propriété et/ou demandent la continuation du bail à leur profit. De plus, ne sont prises en compte les donations que dans les cas suivants :

- donation partage entre époux lorsque le bénéficiaire de la donation est le conjoint du donateur ;
- donation partage ou succession par avancement d'hoirie lorsque les bénéficiaires de la donation sont les enfants ou petits-enfants du donateur ;
- cession d'un bail de terres au profit du conjoint ou des descendants du preneur (qui est alors assimilée à une donation).

Vous devez obligatoirement faire figurer dans ce formulaire les éléments spécifiques suivants :

- **la date de l'acte authentique réglant la donation**, qui deviendra la date effective de l'attribution des DPU aux bénéficiaires ;
- **le mode de répartition des DPU retenu :**
 - soit une répartition au prorata global des surfaces transmises : dans ce cas, chaque bénéficiaire se voit affecter une part de chaque DPU du donateur, cette part étant égale à la part globale des surfaces qui lui reviennent ;
 - soit une répartition au détail précisée dans l'annexe jointe au formulaire : dans ce cas, une annexe doit être remplie par chacun des bénéficiaires et chaque annexe doit être signée par le donateur et l'ensemble des bénéficiaires.

Aucun prélèvement n'est opéré dans ce type de situation.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- **en cas de donation de terres en propriété ou en nue-propriété :** copie de l'acte de donation ou attestation notariée précisant l'identité des parties, la date de signature de l'acte authentique, les terres objet de la donation et leur localisation ;
- **en cas de cession de bail de l'un des bénéficiaires de la donation :**
 - attestation du propriétaire du foncier ou toute pièce justifiant de la cession du bail ;
 - copie du jugement du tribunal paritaire des baux ruraux en cas d'attribution judiciaire du bail.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 10

Bail de DPU suite à une convention de mise à disposition auprès de la Safer

Vous souhaitez louer vos DPU en accompagnement d'une mise à disposition de foncier auprès de la Safer suivie d'une location par la Safer. Vous devez précisément fixer les termes de ce transfert de DPU dans la convention de mise à disposition et dans le contrat de bail consenti par la Safer.

Vous devez obligatoirement faire figurer dans cette clause les éléments suivants :

- **le nombre d'hectares de terres agricoles mises à disposition auprès de la Safer** et louées par cette dernière,
- **la date de signature et la date d'effet du contrat de bail** qui deviendra la date effective du transfert de DPU. Une exception toutefois : si la location de DPU accompagne a posteriori un bail qui a pris effet avant le 15 mai 2013, alors la date de transfert retenue pour les DPU sera le 16 mai 2013 ; dans ce cas, les DPU ne pourront donner lieu à paiement pour leur locataire qu'à compter de 2014.

Attention ! Le nombre de DPU donnés en location ne peut être supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles donnés à bail mentionné dans la convention de mise à disposition à la Safer et le contrat de bail de la Safer. Par ailleurs, la location des DPU et des terres doit se faire pour une durée identique.

Aucun prélèvement n'est opéré lors de ce type de transfert car les prélèvements ne s'appliquent que sur les transferts définitifs.

Pièces justificatives à joindre au moment de l'envoi à la DDT(M) :

- **copie de la convention de mise à disposition des terres à la Safer** précisant l'identité des parties et les références cadastrales des parcelles mises à disposition ;
- **copie du bail de location des terres par la Safer** précisant l'identité des parties et les références cadastrales des parcelles.

ATTENTION : ces pièces doivent obligatoirement être jointes au formulaire de clause pour que la demande de transfert de DPU soit prise en compte.

Modèle 11

Renonciation à des DPU

Vous souhaitez renoncer, au profit de la réserve, à des DPU (vous ne pouvez renoncer qu'aux DPU que vous détenez et dont vous êtes propriétaire).

Vous devez choisir les DPU auxquels vous renoncez en les identifiant clairement.

Les DPU auxquels vous aurez renoncé seront alors retirés de votre portefeuille et seront versés à la réserve.

Transfert des DPU spéciaux

→ Vous souhaitez transférer des DPU spéciaux de façon DÉFINITIVE : vous pouvez utiliser les modèles 1, 2 ou 3.

ATTENTION : Depuis la campagne 2012, tout transfert de DPU spéciaux, qu'il soit total ou partiel, a pour effet de normaliser les DPU spéciaux transférés chez l'acquéreur.

Cela signifie que les DPU ainsi transférés devront être activés avec un hectare admissible et que le taux de prélèvement appliqué correspond à celui appliqué en cas de transfert de DPU normaux : 0%, 3%, 10% ou 30% selon que le transfert est réalisé avec ou sans terres et que l'acquéreur est un nouvel exploitant, un nouvel installé ou un parent (ou conjoint) du cédant (se reporter aux explications relatives aux modèles 1, 2 et 3).

Par dérogation, s'il s'agit d'un **transfert par héritage** ou **donation**, les DPU spéciaux transférés gardent leur caractère « spécial » et peuvent être activés à condition de maintenir un nombre d'UGB au moins égal au total des contraintes UGB associées aux DPU spéciaux repris.

Par ailleurs, lors d'un **transfert partiel**, les DPU spéciaux non transférés gardent leur caractère spécial chez le cédant.

Remarque : En cas de transfert de DPU spéciaux par suite d'un **changement de statut ou de dénomination juridique** (modèle 6), ceux-ci sont normalisés par le transfert. L'exploitation résultante ne pourra dès lors les activer qu'avec des hectares admissibles.

→ Vous souhaitez transférer des DPU spéciaux de façon TEMPORAIRE : vous pouvez utiliser les modèles 4, 5 ou 10.

La location et la mise à disposition de DPU spéciaux n'est possible qu'en accompagnement de foncier. Les DPU spéciaux sont alors définitivement « normalisés » que le transfert soit intégral ou partiel, et devront être activés avec des hectares admissibles. Ce mouvement n'est pas soumis à prélèvement.

Transfert des DPU particuliers-hors surface

→ Vous souhaitez transférer des DPU particuliers-hors surface de façon DÉFINITIVE : vous pouvez utiliser les modèles 1, 2 ou 3.

Tout transfert de DPU particuliers-hors surface, qu'il soit total ou partiel, a pour effet de normaliser les DPU particuliers-hors surface transférés chez l'acquéreur. Cela signifie que les DPU particuliers-hors surface transférés devront être activés avec un hectare admissible.

Par dérogation, s'il s'agit d'un **transfert par héritage, donation** ou par suite d'un **changement de statut juridique**, les DPU particuliers-hors surface transférés gardent leur caractère « particulier-hors surface ».

Par ailleurs, lors d'un **transfert partiel**, les DPU particuliers-hors surface non transférés gardent leur caractère « particulier-hors surface » chez le cédant.

Lorsque les DPU particuliers-hors surface sont transférés simultanément avec un nombre au moins égal de DPU normaux, le taux de prélèvement appliqué aux DPU particuliers-hors surface transférés correspond à celui qui est appliqué aux DPU normaux transférés simultanément. Une seule clause est signée et le détail des DPU normaux et particuliers-hors surface transférés doit apparaître dans l'annexe.

Dans tous les autres cas, les transferts de DPU particuliers-hors surface sont prélevés aux taux correspondants aux transferts de DPU sans terres.

→ Vous souhaitez transférer des DPU particuliers-hors surface de façon TEMPORAIRE : vous pouvez utiliser les modèles 4, 5 ou 10.

La location ou la mise à disposition de DPU particuliers-hors surface n'est possible qu'en accompagnement de foncier. Ce transfert, qu'il soit total ou partiel, a pour effet de normaliser les DPU particuliers-hors surface transférés. Cela signifie que les DPU particuliers-hors surface ainsi transférés devront être activés avec un hectare admissible. Ce mouvement n'est soumis à aucun prélèvement.